

Selon le Mincom, l'une des raisons de ce faible montant alloué aux médias est la crise sociopolitique que connaît le Cameroun.

Les travaux de la commission nationale d'examen des demandes d'accès au bénéfice de l'aide publique à la communication privée se sont tenus vendredi 26 octobre dernier. 135 dossiers pour une enveloppe de 240 millions Fcfa toutes taxes comprises ont été examinés dans la salle de réunion du ministère de la Communication (Mincom), sous l'égide de Issa Tchiroma Bakary, responsable de ce département ministériel.

Ce dernier admet la modicité du montant alloué aux organes de presse privée : « une fois de plus, ce montant est insignifiant par rapport à la robustesse de notre presse. La responsabilité du gouvernement consistant à faire l'échelle courte à la presse pour qu'elle parte des organes de presse à des entreprises de presse ».

Mais, le Mincom note que cela est lié au contexte sécurité auquel l'Etat du Cameroun est confronté. « N'oubliez quand-même pas que nous sommes encore en guerre contre Boko Haram dans la partie septentrionale de notre pays. Nos forces de défense et de sécurité, conformément à leur mission sont également déployées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest, leur présence a un coût phénoménal qui impacte donc notre budget et empêche le gouvernement d'augmenter le volume de cette enveloppe. N'eut été ces invités indésirables qui sont venus parasiter notre budget, le gouvernement aurait pu faire davantage ». Explique-t-il.

Tout en exhortant les bénéficiaires à utiliser ces fonds à bon escient, le Mincom a tenu à féliciter la presse pour la couverture médiatique des élections présidentielles du 07 octobre dernier.

A cet effet, le Mincom n'a pas manqué de décrier quelques écarts de comportement. « J'ai déploré le fait qu'une certaine presse a fait renaître dans les poubelles de notre histoire la question du tribalisme. Qu'on le veuille ou non, nous sommes condamnés à vivre ensemble, à nous accepter tel que nous sommes »

Mutations
